

LES CAHIERS DE LA SÉCURITÉ INTÉRIEURE

# ISLAM ET RECONSTRUCTION IDENTITAIRE DES JEUNES EN DIFFICULTÉ

par Dounia BOUZAR



Publication de l'Institut des hautes études de la sécurité intérieure (IHESI) - lieu de réflexion concertée, de recherche et de débat sur la sécurité - Les Cahiers de la sécurité intérieure, abordent chaque trimestre une question de société et d'actualité à travers un dossier thématique qui réunit des contributions provenant d'horizons divers.

Toute correspondance est à adresser à la rédaction de la revue: [cassis@cedocar.fr](mailto:cassis@cedocar.fr)  
Pour retrouver le sommaire du n° et les autres articles: [www.ihesi.interieur.gouv.fr](http://www.ihesi.interieur.gouv.fr)

## ISLAM ET RECONSTRUCTION IDENTITAIRE DES JEUNES EN DIFFICULTÉ

par Dounia BOUZAR

Certains jeunes en grande difficulté suivis sans succès par des services sociaux pluridisciplinaires semblent avoir trouvé auprès des associations religieuses de leur quartier des éléments de resocialisation que n'avaient pu leur apporter les travailleurs sociaux. L'auteur, travailleur social elle-même, s'interroge dans cet article sur le sens de ce recours à l'islam et sur les leçons que peuvent en tirer des travailleurs sociaux que ce phénomène fragilise à plusieurs titres dans leur assurance professionnelle.

21

Dans plusieurs villes de France, les éducateurs ne savent que penser en voyant certains jeunes, suivis sans résultats satisfaisants par des services sociaux pluridisciplinaires, rompre avec la délinquance et la violence en devenant musulmans au sein d'associations religieuses de quartiers. Bien que ce phénomène ne revête pas forcément une importance quantitative, sa signification sociale interpelle, d'autant qu'il investit les espaces d'intervention des travailleurs sociaux, interférant avec leurs actions : 50 000 jeunes - dont une majorité de filles - fréquenteraient les permanences sociales des associations musulmanes<sup>1</sup>. Mais les jeunes n'écoutent pas n'importe quels prédicateurs<sup>2</sup>. Deux d'entre eux, Hassein Iquioussin et Tariq Ramadan, recueillent un franc succès. En analysant leurs discours, on s'aperçoit que - loin de constituer un « retour aux sources » - l'islam prôné est un moyen pour les jeunes de vivre pleinement le lien double qu'ils entretiennent avec leurs parents d'une part et avec la société occidentale d'autre part. L'étude de ce processus est l'occasion,

••••

(1) Chiffre avancé par le Président de l'Union des organisations islamiques de France (UOIF).

••••

(2) En les appelant « prédicateurs », bien que la prédication - au sens de prosélytisme - soit interdite en Islam puisque le musulman ne peut que « porter témoignage » de sa foi, nous les situons dans une ligne « authentique » de prédication dont tout endoctrinement est exclu.

pour les professionnels du social, de s'interroger sur leurs pratiques et sur leurs représentations. Sont-ils bien préparés à la dimension plurielle de la nouvelle identité française ?<sup>3</sup>

#### ISLAM ET CONSTRUCTION IDENTITAIRE

Écartelés face à la crispation identitaire de leur environnement immédiat, les jeunes en difficulté trouvent auprès de ces prédicateurs musulmans des éléments d'apaisement ou pour le dire autrement de sortie de crise.

#### CRISPATION PARENTALE

Les familles en difficulté d'insertion économique que les éducateurs rencontrent ont souvent effectué une sorte de repli sur elles-mêmes. La mise en avant de leur culture constitue alors leur réponse à une intégration difficile. On assiste à une revendication des spécificités, à une sorte d'accentuation identitaire, symptôme d'une insécurité ressentie. Bien que l'installation en France soit souvent devenue définitive, elle est généralement présentée comme provisoire : la nostalgie empêche de s'inscrire dans la réalité. Parfois, cet état de double vie se caractérise par un désinvestissement du pays d'accueil qui peut se traduire par un refus de compréhension du système de repères et de codes du milieu environnant, par la précarité de la vie quotidienne, contre un investissement massif dans le pays d'origine. Face à quelqu'un extérieur à leur groupe, plus ces parents sentent leurs valeurs menacées, plus ils veulent les défendre. Leur sentiment d'échec, les statuts réciproques de leur culture et de celle du pays d'accueil les amènent à vivre toute prise de distance de l'un des membres du groupe comme une trahison du groupe. La fidélité au pays d'origine devient le principe premier sur lequel toutes les décisions s'appuient. Une confusion se produit entre ce qui vient de la religion et ce qui vient de la tradition. Tout est prétexte pour enfermer moralement le jeune : des vêtements aux fréquentations, en passant par l'alimentation, et même la façon de parler.

••••

(3) Cette étude, pour laquelle de nombreux entretiens ont été effectués auprès de professionnels, de religieux et de jeunes des banlieues de villes comme Paris, Lille, Tourcoing, Roubaix, Lyon, Nantes, Marseille, Bordeaux et Strasbourg est présentée dans BOUZAR (D.), 2001.

S'imaginant se heurter aux valeurs de l'islam, les travailleurs sociaux ne se sentent pas habilités à discuter du fondement de ces positions. Ils font le simple constat de l'inadaptation de ces familles au monde actuel, sans prendre en compte les interactions avec la France qui sont à la base de cette rigidité. Face à une situation répertoriée dans un registre «culturel», apparaissant par conséquent peu ouverte aux processus de changement, les professionnels opposent le droit français pour protéger le cas échéant le jeune victime d'autoritarisme. Ce positionnement renforce le mécanisme de défense de parents déjà rigidifiés en raison de leur impression de ne plus rien maîtriser, notamment l'éducation de leur enfant dont il est justement question.

Les retentissements sont graves, puisque le jeune, prenant conscience que chacun des protagonistes parents-institutions a une représentation arrêtée de l'autre, fait alors alliance avec le système de représentation de chacun à tour de rôle, qu'il alimente d'images toutes faites. «*Mon père me bat parce qu'il ne veut pas que je fume*». «*Mon éduc ne me trouve pas de travail parce qu'il est raciste*». Il utilise ce moyen pour échapper aux injonctions des deux parties, se créant ainsi un espace hors-la-loi. Cette négation réciproque entrave la progression du jeune, puisqu'il a le sentiment de devoir effectuer un choix entre la modernité française et l'obscurantisme de la culture de ses parents.

La religion telle que la présentent les «deux prédicateurs à succès»<sup>4</sup> va dans ce contexte non pas, comme on a pu le croire, rapprocher les jeunes de leurs parents, mais leur permettre d'agir sur eux. Car le retour aux sources religieuses est présenté comme un moyen de combattre l'ignorance : pour les prédicateurs dont il est question, la majorité des familles musulmanes immigrées s'est efforcée d'abord de conserver ses traditions, faites de «*mélange indistinct de diverses sortes d'éléments, tels que les traditions locales et familiales, importées du pays d'origine avec leurs règles et leurs principes.(...) Beaucoup de traditions qui sont présentées comme des traditions islamiques n'en sont pas. Beaucoup d'habitudes qui ont été prises n'ont rien à voir avec la source et la référence, c'est*

••••  
(4) Cf. note 2.

*pour cela que l'on doit revenir à la source*»<sup>5</sup>. Les connaissances islamiques acquises avec les prédicateurs vont servir d'outils aux jeunes pour établir les bases d'un dialogue familial. Leur objectif va être d'insuffler le changement au sein même de leur famille, en démontrant à leurs parents que la plupart de leurs croyances relèvent des traditions et non de la religion. Les prédicateurs se placent ainsi dans une position de médiateurs familiaux, rappelant à coup de versets les droits et les obligations de chacun. Ils s'adressent aux parents en pointant directement leur dysfonctionnement, désamorçant immédiatement les arguments culturels et/ou religieux qu'ils avancent eux-mêmes pour résister au changement. Ils rendent possible des discussions entre générations, dans lesquelles les protagonistes sont sur un pied d'égalité, même si leurs arguments et leurs valeurs s'entrechoquent.

Cela explique que 70% du public des nouvelles conférences musulmanes est féminin. Notre étude montre que ces jeunes filles viennent chercher la reconnaissance de leurs droits auprès d'associations religieuses dans la mesure où elles font souvent les frais d'une interprétation pervertie du code traditionnel de la part des hommes, accumulant à leurs seuls profits les avantages acquis dans le code moderne qui laisse plus d'autonomie à l'individu. Il est facilement compréhensible que les femmes – jeunes et moins jeunes – soient à ce point fidèles à un prédicateur comme Tariq Ramadan : il est le seul interlocuteur qui attaque de front les hommes musulmans sur leur manipulation de la religion vis-à-vis des obligations des femmes et qui rappelle le principe de réciprocité permanent des exigences de l'islam. Les jeunes filles vont trouver, auprès des associations musulmanes qui s'alignent sur cette approche, un soutien pour l'élaboration de leur projet individuel (marital, universitaire et/ou professionnel), sans rompre ni avec leur famille ni avec leurs références musulmanes. Écoutons ce religieux qui tient la permanence sociale de la Mosquée de Lille-Sud :

*« Notre prophète dit : « C'est la femme qui porte l'humanité ». Mais on n'a presque que des jeunes filles enfermées par leurs parents. Elle veut continuer ses études, et son père l'a promise*

••••  
(5) RAMADAN, Cf. cassette 6.

à quelqu'un au Maroc. La jeune fille algérienne a un ami marocain ou la jeune fille marocaine a un ami algérien... Et puis il y a le problème des convertis, parfois ça se passe très bien mais d'autres fois, avec une famille algérienne par exemple, ça ne passe pas bien, à cause de la guerre... Une fois, un père non pratiquant, marié à une française non musulmane, refusait que sa fille métisse se marie avec un converti pratiquant ! Sous prétexte de l'islam ! C'est de l'ignorance, mais ils se servent de la religion... Il y a aussi le bonhomme qui exige qu'elle reste à la maison. Donc la jeune fille interroge ce que dit la religion. On agit quand il le faut. Au près de la mère et du père, selon les possibilités. On donne des conseils à la fille. Avant d'agir au sein de la famille, je lui demande le nom d'une personne avec laquelle le père est en bonne entente, ou qui peut agir sur la mère, pour qu'ensuite elle parle au père. Il faut trouver qui bloque et ce qui bloque. Parfois c'est la mère, pour des raisons diverses. Elle a un neveu à ramener du bled, elle a un intérêt à faire alliance avec une autre famille... Je fais intervenir une tierce personne, ça peut-être le grand-père, l'imam du quartier... Est-ce que le père connaît la mosquée ? J'essaie de faire intervenir des gens qui sont proches. Après seulement, j'interviens. Parfois, ça se passe bien, mais parfois, ça se passe mal. On rentre dans des chantages : si elle ne se marie pas avec qui elle veut, elle partira. Bien sûr, c'est pour faire réagir les parents. Souvent, on transforme le choix de leur fille en chance pour eux, on leur parle de toutes les Maghrébines qu'on a vu partir avec des non-musulmans ! »

25

#### CRISPATION SOCIÉTALE

La pression envers les jeunes de confession musulmane pour qu'ils adhèrent aux fondements de la société française est telle qu'il est impossible de débattre de ses modalités. Par exemple, la pratique de la religion dans l'espace privé est présentée comme allant de soi. Aucune explication n'est donnée, comme si parler de ce sujet revenait à le mettre en cause. Cette psychologue à la Protection judiciaire de la jeunesse (PJJ) nous donne son sentiment :

« Dans les différents services où j'ai exercé, pendant les synthèses autour d'un jeune, tous les aspects de sa vie étaient pris en compte à l'exception de ce qui pouvait exister de particulier

relatif à sa situation d'enfant de migrant. L'aspect religieux est le plus difficile à aborder, au sens large du terme. Le refus de circonscription par un jeune garçon - acte de filiation par excellence dans la culture musulmane - sera mentionné sans qu'il soit possible de l'analyser. C'est comme si ce domaine déclenchait un mécanisme de défense chez les intervenants professionnels, propre à la dénégation. Sur le plan psychologique, la dénégation renvoie à un double mouvement : « Je sais que ça existe » et en même temps « Je ne veux pas le savoir ». (...) La personne perçoit la situation mais refuse de l'analyser, elle entend bien qu'il pourrait y avoir des discussions mais en même temps, elle les rejette, comme si ça la renvoyait à quelque chose d'intolérable.

Le religieux provoque aussi des mouvements de projection, du type : « Puisque pour moi, on ne tient pas compte de ma religion, pourquoi est-ce que je tiendrais compte de celle de l'autre ? ». C'est un mécanisme général dans les métiers de l'éducation, qui touche tous les domaines des valeurs éducatives : « Moi, en tant qu'enfant, je faisais ça. Pourquoi cet enfant-là, ne pourrait-il pas le faire ? Moi en tant que parent, je fais ça à mes enfants. Pourquoi ce parent-là, ne le ferait-il pas à son enfant ? ». Mais c'est exacerbé dans le domaine des croyances : « On ne tient pas compte de mes croyances, en tant que professionnel, pourquoi irais-je m'intéresser à celles de l'autre ? ». Les choses doivent être tues, contrôlées, sous peine d'être catalogué « hors norme ». Ce qui d'ailleurs pose la question de savoir si nous avons vraiment assumé nous-mêmes, en France, la question du renvoi de nos croyances dans le domaine privé... Et en plus, le côté irrationnel du sujet est un obstacle de plus pour accepter de l'aborder dans une profession où l'on est à la recherche de repères objectifs ».

C'est paradoxalement dans les rassemblements musulmans que les jeunes déscolarisés et révoltés vont analyser la relation de la France à la religion. Ils vont relire l'histoire qu'ils n'ont pas écoutée en classe à la lumière des explications des événements actuels et comprendre à quel point la lutte contre le despotisme du clergé a laissé des traces dans la conception de la laïcité, et que c'est la prise de recul vis-à-vis des religions qui a permis à la société française de se développer scientifiquement, moralement, socialement et

....

(6) RAMADAN, 1998, p. 68.

politiquement : « *En France, l'expression du religieux par le dogme a étouffé la raison. (...) Cette donnée de l'histoire reste gravée dans les mémoires : aujourd'hui encore, on se rappelle les luttes violentes qu'il a fallu mener contre les tenants de la religion pour acquérir cet espace de liberté fondamentale* »<sup>6</sup>. Les jeunes découvrent alors avec soulagement que la crainte de l'islam s'inscrit dans une méfiance générale des religions.

....

(7) RAMADAN, *op. cit.*, p. 73.

Les prédicateurs leur donnent des éléments qui permettent non seulement de mieux comprendre les réactions des personnes, mais d'élaborer des stratégies pour faire évoluer les choses. Cela nécessite une explication sur leur propre histoire également, d'autant plus importante que les jeunes vont devoir l'expliquer aux non-musulmans, afin que ces derniers puissent les « rencontrer » vraiment, au-delà de leurs propres références : « *On ne peut toujours accuser l'autre de ne pas nous connaître quand, de notre côté, nous n'avons rien fait pour être tout simplement accessibles. C'est le premier devoir des derniers venus* »<sup>7</sup>. (...) *C'est ici la rencontre non seulement de deux religions, mais également de deux civilisations, de deux cultures et donc de deux histoires spécifiques qui ont des références et une terminologie qui leur sont propres. La coexistence ne sera possible que si les parties en présence cherchent à comprendre l'horizon de l'autre afin de mieux cerner ce qui l'a amené à penser ainsi* »<sup>8</sup>.

....

(8) RAMADAN, *op. cit.*, p. 50.

C'est ainsi que dans de nombreux ouvrages, T. Ramadan rappelle que pour le musulman, c'est un devoir de comprendre à la fois ses sources (le Coran et la Sunna) et le contexte dans lequel il vit. Chaque verset étant lié à une circonstance historique, c'est le principe qui en découle qu'il va falloir ensuite appliquer à d'autres contextes. La pratique de la religion exige donc une analyse continue du changement de contexte historique à travers les temps : « *On ne peut pas prendre un verset comme une solution hors de tout contexte et de toute réflexion du principe. (...) Le plus important, ce n'est pas de savoir le verset mais de savoir comment nous l'interprétons dans notre histoire. (...) Le Coran ne peut être sans l'intelligence humaine qui se vit dans l'histoire et le temps. La foi et la raison ne s'opposent pas* »<sup>9</sup>.

....

(9) RAMADAN, *Cf. cassette 3.*



L'islam est donc présenté comme une religion qui entraîne une réflexion permanente, c'est-à-dire que les textes doivent être réinterprétés à la lumière de l'actualité. D'après ces prédicateurs, la peur du retour de l'obscurantisme n'aurait donc pas lieu d'être. Loin d'être un frein à la pensée, l'islam serait un moteur efficace: *«Ce qui a fait en Occident qu'on a voulu s'éloigner des références peut être compréhensible du point de vue de son histoire. (...) L'Occident a dû se dégager de sa source pour pouvoir penser, mais notre source nous oblige à la pensée, nous impose la réflexion, nous oriente vers l'intelligence. Nos références ne sont pas des prisons mais des orientations qui ouvrent le champ du possible et de l'intelligence»*<sup>10</sup>.

Les explications des prédicateurs permettent aux jeunes de mieux comprendre la réaction des non-musulmans comme des musulmans au regard de leur propre histoire. Elles aident les jeunes à se repérer et à prendre conscience de la complexité de leur place, dans laquelle les relations entre les individus sont influencées par des rapports sociaux beaucoup plus larges. Ce discours - qui facilite la lecture du monde dans lequel ils vivent - est novateur par rapport à de nombreuses écoles coraniques qui n'enseignent que les dogmes de façon répétitive et n'ont que peu de succès auprès des jeunes.

#### L'ISLAM MODE DE CONCILIATION

Deux tendances générales émergent des pratiques des travailleurs sociaux avec les familles de migrants. La première traduit leur souci de ne pas appliquer des schémas d'explications inadaptés et de bien saisir toutes les dimensions des familles inscrites dans une culture et dans une souffrance propres. Les travailleurs sociaux tentent donc d'adapter leurs «stratégies d'intervention» auprès des familles émigrées par une connaissance de la culture d'origine, qui leur permette de ne pas percevoir les familles uniquement à partir du modèle occidental et d'améliorer la communication avec elles. Mais cette démarche conduit souvent à enfermer la personne dans un espace pré-défini, posé comme une hérédité, filtre au travers duquel tout va

••••

(10) RAMADAN, Cf. cassette 3, op. cit.

••••

(11) Ce danger a été soulevé par Denise Causse, chargée de mission au FAS, lors de l'atelier « Les risques d'ethnisation de la question sociale » aux Assises de la Protection judiciaire de la jeunesse de novembre 2000.

dorénavant se comprendre. Cette approche ne tient pas compte de l'évolution continue et complexe de toute culture, que l'on ne peut jamais complètement cerner, et fait fi des habituelles hypothèses de travail sur le rôle des interactions entre les membres de la famille, la place de chacun, les histoires particulières de la petite enfance<sup>11</sup> ... Alors que l'épanouissement du jeune est recherché, ce dernier va souvent être caractérisé à partir de sa « pré-supposée » appartenance culturelle, au risque de voir sa personnalité dissoute dans l'identité collective, et lui-même réduit à un être culturel. À l'opposé, une seconde tendance consiste à nier toute spécificité culturelle à ces jeunes, et à réduire leurs difficultés à celles de leurs camarades issus de milieux défavorisés. La part des facteurs socio-économiques paraît alors si importante qu'ils expliquent à eux seuls la déviance des jeunes en question. Dans ce cas, les jeunes issus de familles immigrées et nés en France sont perçus comme complètement acculturés.

Ces pratiques opposées découlent de la prise en compte d'un aspect unique et statique de leur situation, sous l'influence des recherches successives développées sur ce sujet. Réalisées par des chercheurs proches du travail social et entreprises dans le but de cerner la contribution à la montée délinquante de la présence nouvelle des enfants sur le sol français, celles-ci ont, en effet, dans un premier temps, pointé la dualité culturelle comme principale cause de déviance. C'est ainsi que le premier rapport rendu au ministère de la Justice insistait sur la notion de « distance culturelle » : le degré de délinquance de chaque groupe immigré était fonction du « degré de distanciation socio-culturelle entre les sociétés d'origine et d'accueil »<sup>12</sup>. Plus tard, les notions de « distance culturelle » et de « handicap culturel » ont été remplacées par celle de « conflit culturel »<sup>13</sup>. Puis les émeutes dans les banlieues et l'action des beurs ont conduit de nombreux chercheurs à se centrer sur la condition sociale et la discrimination dont cette population était victime, récusant l'approche culturelle, qui devenait presque de ce fait un sujet tabou.

Il en résulte que l'évolution des jeunes nés en France est souvent perçue par les professionnels sur le registre du

••••

(12) ROBERT, 1970.

••••

(13) MALEWSKA-PEYRE, 1984.

« tout ou rien » : si les jeunes ne respectent pas en totalité les prétendues valeurs de leurs parents, ils sont considérés comme complètement acculturés, n'ayant plus rien à voir avec ces derniers. Le regard sur la pratique de l'islam est du même ordre. Alors que le jeune qui suit tous les préceptes de l'islam est suspecté de ne pas vouloir s'intégrer à la société française, celui qui ne respecte pas la totalité de sa religion n'est pas considéré comme musulman : « *Vu ce qu'il boit, cela m'étonnerait bien qu'il soit musulman!* » Les repères théoriques dont les travailleurs sociaux disposent - au niveau professionnel comme au niveau personnel - ne tiennent pas compte de la complexité des situations pluri-culturelles. Ils exigent un positionnement de la part de jeunes qui ne veulent ni ne peuvent faire de choix, car ils sont en cours d'appropriation d'une formule multi-culturelle<sup>14</sup>, alliant plusieurs cultures elles-mêmes en constante évolution. Les membres d'une même fratrie d'une famille de migrants peuvent effectuer des choix radicalement différents dans leur construction identitaire par rapport à leur appartenance religieuse, nationale et culturelle.

Les prédicateurs leur apportent la possibilité de faire le lien entre les deux mondes auxquels ils appartiennent, ce qui constitue l'une des raisons principales de l'engouement des jeunes envers leurs prêches. Face à la pression parentale et du pays d'accueil pour un choix exclusif d'appartenance, l'islam ici prôné permet au jeune de concilier origine et appartenance française. L'allégeance à l'islam ne renvoie pas à un autre pays, mais à un principe transnational. Le musulman appartient dorénavant à l'Umma, la communauté des croyants du monde entier au-delà des frontières, qui le lie symboliquement à tous les autres musulmans de toutes origines et de toutes couleurs. Cette façon de « délocaliser » l'islam, en le rendant « universel » sur le plan géographique, est un grand soulagement pour les jeunes. Dorénavant, le monde des parents n'est plus symbolisé par leur pays d'origine.

Un certain nombre de jeunes ayant grandi dans la double culture hésitaient à demander la nationalité française, évoquant pour motif la fidélité aux origines<sup>15</sup>, à leurs yeux rattachées au pays d'origine. Le traitement différentiel dont leurs parents ont fait l'objet les conduisait à un sentiment

.....

(14) Cf. CAMILLERI, 1988 ;  
MALEWSKA-PEYRE, 1984, *op. cit.*

.....

(15) MALEWSKA-PEYRE, 1984,  
*op cit.*

de culpabilité envers ces derniers et le groupe large d'origine tout entier. Prendre la nationalité du pays d'accueil équivalait à une trahison, puisque c'était choisir entre les deux pays. L'islam leur apparaît aujourd'hui comme un nouveau lien avec l'identité de leurs parents. Son aspect non ethnique, «transnational», leur permet de garder une composante commune avec leur lignée tout en assumant pleinement leur propre vie dans le pays où ils sont nés. En se déterminant «français musulman», l'appartenance nationale ne s'oppose plus à ce qui symbolise l'attachement et la fidélité aux parents.

De plus, alors que, de chaque côté, parents et interlocuteurs du pays d'accueil accentuent leurs différences, les prédicateurs mettent l'accent sur ce qu'il y a de commun entre tous les êtres humains : *«Ton frère est ton frère en humanité, et non pas ton frère en religion, car les êtres humains sont tous des frères. On vient tous d'Adam et d'Ève. On a tous quelque chose en commun. On a quelque chose qui nous sépare mais on a quelque chose en commun. C'est pour ça qu'il ne faut pas faire quelque chose à ton voisin que tu n'aimerais pas qu'on te fasse. (...) Dieu ne tient pas avec les musulmans. Il tient avec celui qui est juste, fut-il non musulman. Dieu n'a pas de parti pris, il ne tient pas avec ceux qui sont de telle couleur, de telle origine ou de telle religion. Non, Dieu penche du côté de la justice, fut-elle dans le camp de ceux qui ne croient pas en lui»*<sup>16</sup>.

31

.....  
(16) IQUIOUSSEN,  
Cf. cassette 5.

#### ISLAM ET INTÉGRATION : DES SCHÉMAS À RÉVISER

Les travailleurs sociaux voient d'un œil craintif ces phénomènes de retour à l'islam. Intégrisme et communautarisme apparaissent à leurs yeux comme deux risques immanents à ce processus. Ce faisant, ils se retrouvent cependant en situation de provoquer les dérives qu'ils craignent bien plus que de les prévenir. Une révision de leurs schémas s'impose afin de sortir de cette impasse.

#### RETOUR À L'ISLAM ET INTÉGRISME

Sans connaissances sur l'islam, les travailleurs sociaux réagissent à partir de leurs représentations, elles-mêmes

issues de leur histoire au sein de leur pays : la référence religieuse les renvoie souvent au temps de l'obscurantisme associé à la mise sous tutelle par le clergé de l'action sociale, politique et scientifique. Non loin est la pensée que les musulmans intégrés sont ceux qui ne pratiquent pas leur religion ou tout au moins ceux qui le font en parfaite discrétion, ne manifestant rien de leur appartenance. Toute visibilité religieuse est suspecte. Le directeur d'un foyer de la région parisienne redoute qu'un des jeunes ne soit tombé dans l'intégrisme, parce qu'« *il en a tous les signes extérieurs : calotte, barbiche* ». Les éducateurs parlent de familles « intégrées » ou « non intégrées », selon les caractéristiques particulières qu'elles laissent voir, tels que les attributs vestimentaires ou les modes de vie. Celui qui pratique sa religion au grand jour est soupçonné d'être « radical » s'il est d'un certain âge, ou « endoctriné » dans le cas contraire. Cette représentation est entérinée par le vocabulaire des médias et de certains spécialistes qui nomment « fondamentalistes » les terroristes - comme s'ils respectaient fondamentalement les textes du Coran - et « modérés » les musulmans non-violents - comme si ces derniers ne respectaient qu'une partie de leur texte sacré... Or, pouvoir pratiquer ouvertement est important pour la jeune génération. C'est la preuve que, contrairement à ses parents, elle est ici chez elle. Sofian, 17 ans, le dit avec ses mots à elle.

*« Il y a des réactions que je ne comprends pas. Par exemple, les mosquées... Si on veut maintenant construire des mosquées, c'est bien qu'on considère que la France est notre pays ! Sinon, pourquoi se fatiguerait-on à ramasser toute cette somme d'argent ? C'est notre flouz<sup>17</sup> qu'on donne ! Nos parents acceptaient de prier dans les caves parce qu'ils pensaient qu'ils allaient repartir tout de suite ! Mais nous on est français ! On n'est pas contre la France du tout ! Il nous faut des mosquées pour prier proprement ! C'est simple ! C'est comme l'histoire des habits. Mon père, il n'osait pas sortir en djellaba, parce qu'il ne voulait pas choquer les voisins. Il se comportait comme un invité. Mais moi, quand j'ai envie de mettre ma djellaba pour faire le marché, je ne me pose pas de questions. Et les voisins, qu'est-ce qu'ils pensent ? Que mon père était intégré, et que*

••••

(17) En arabe : notre argent.

*moi je ne veux pas m'intégrer! C'est exactement le contraire!  
Vous voulez que je m'intègre à quoi? C'est mon pays la  
France!»*

Sofian exprime à travers ce témoignage la nécessité de se manifester tel qu'il est, non pas pour se distinguer ou provoquer mais pour se faire accepter. Pour lui comme pour beaucoup d'autres, la visibilité de sa religion se rapproche plus d'un processus d'intégration que de son refus.

Nous nous trouvons donc au sein d'un cercle vicieux, où les signes d'intégration des uns sont interprétés comme des preuves de refus d'intégration pour d'autres. Le danger est alors que les jeunes musulmans, de surcroît en crise d'adolescence, renchérissent sur leur identité religieuse parce que, jamais appréhendés pour ce qu'ils sont, ils se sentent toujours profondément rejetés, passant du «délinquant présumé» à «l'intégriste présumé». Le choix entre l'assignation à l'assimilation ou l'assignation à l'intégrisme peut alors les amener à intérioriser le stigmate et à le revendiquer en tant que valeur constitutive. En d'autres termes, si le moindre signe visible - tenue vestimentaire par exemple - est interprété comme de l'intégrisme, le jeune, en réaction à cette stigmatisation, ne verra d'autre issue que de la renforcer. Or justement, s'enfermer dans le domaine religieux mène à des dérives qui font passer d'un extrême à l'autre, d'une dépendance à une autre, voire d'une drogue à l'autre.

Le repli religieux est un réel danger. Il est complexe à appréhender pour les travailleurs sociaux, d'autant plus qu'il constitue une sorte de passage obligé pour les jeunes délinquants et/ou toxicomanes, qui tentent de s'en sortir par la pratique religieuse. Fréquemment, ils ne veulent plus être perçus que par leur nouveau statut, ils s'habillent en blanc, refusent pour un temps la poignée de main, etc. Le responsable d'une grande maison d'édition et librairie musulmane de Lyon, bien placé dans l'observation des jeunes qui retournent à la pratique, témoigne de ce passage délicat.

*«Quand un jeune en rupture rentre dans une pratique religieuse, il retrouve une dignité, à tous les niveaux. Ne serait-ce qu'au niveau de son corps : la propreté, le sommeil, la nourriture... Des choses simples qui font l'équilibre de la vie. Et ce qu'on*

*observe à chaque fois, c'est que le jeune renie tout ce qui pourrait lui rappeler ce qu'il était avant, il veut rompre toute relation qui pourrait avoir un lien avec son ancienne vie. Il coupe avec ses anciens amis, avec ses parents, avec nous aussi parfois. La radicalisation, c'est dangereux. Ça fait peur à juste raison. Pourtant, cette phase est commune à tous les jeunes qui passent de la grosse délinquance ou toxicomanie à la pratique religieuse. Ils passent par une période de défense, mais après, normalement, ils s'assoupissent. Sauf lorsque leurs seuls contacts sont ceux qui les poussent vers la rupture sociale... ».*

34

Il est extrêmement important que les professionnels du social maintiennent le lien avec eux, durant cette phase qui peut n'être que provisoire, même si les jeunes les rejettent parce qu'ils font partie de leur ancienne vie. Les travailleurs sociaux au sens large constituent en effet le lien de ces jeunes avec la réalité. Dans un quartier où beaucoup de jeunes sont musulmans pratiquants, l'absence des travailleurs sociaux peut isoler le quartier des réseaux d'insertion classiques et mener à l'aggravation de son dysfonctionnement économique. La rupture avec les services sociaux amoindrit leurs chances de trouver du travail, et par conséquent de renouer avec la réalité sociale ou de conserver les liens existants avec cette dernière. Le maintien de leur intervention est nécessaire. Car si le religieux devient la seule possibilité d'exister – l'investissement de l'au-delà suppléant à celui de la vie réelle, la porte de l'intégrisme est ouverte : les jeunes risquent effectivement de se rapprocher de ceux qui instrumentalisent l'islam. Des courants « littéralistes »<sup>18</sup> - certes minoritaires - prônent l'enfermement dans la religion musulmane et la coupure avec l'occident, source de tous les maux. Sans constituer globalement une source de danger social, ils le sont de fait pour ces jeunes qu'ils vont encourager à se replier sur eux-mêmes. Quittant son rôle religieux, la religion peut alors devenir un moyen de protestation politique de type communautariste dangereux.

Mais le rôle des travailleurs sociaux nous semble d'une importance particulière car, si la suspicion constante de l'intégrisme peut conduire à la rupture du dialogue, et

♦♦♦♦

(18) Contrairement aux prédicateurs cités *supra*, les « littéralistes » cherchent l'application à la lettre de la recommandation religieuse elle-même et non pas la contextualisation de son objectif, comme le recommande le Coran.

donc, par voie de conséquence, à l'intégrisme, la non-reconnaissance du religieux comme partie constitutive de l'identité des jeunes peut mener au même résultat. En effet, la religion peut paraître à certains professionnels si éloignée du monde actuel qu'ils ne parviennent pas à la prendre en compte - dans leurs pratiques éducatives -, ne voyant en elle qu'un bref passage au milieu d'une trajectoire inexorablement tournée vers la modernité telle qu'elle est conçue dans notre société occidentale. Le témoignage de cette directrice de foyer en région parisienne, de la Protection judiciaire de la jeunesse, va dans ce sens :

*« D'un jour à l'autre, on a vu un jeune métisse, Franck, devenir musulman. Moi, je suis de religion catholique, même si je ne la pratique pas. Je m'y réfère, cela fait partie de mon éducation.*

*J'ai été surprise car l'équipe d'éducateurs n'a pas du tout eu la même réaction que moi dans cette affaire. Autant j'ai voulu entamer une discussion sur le contenu et la forme de l'islam avec Franck, histoire de vérifier aussi qu'il n'était pas récupéré par des manipulateurs, que la religion allait être un facteur d'intégration et non pas d'exclusion, autant les éducateurs n'ont presque jamais abordé la question de cette conversion. Ça n'a pas été relevé comme un événement important. Ils en ont apprécié les effets, le fait que ça règle la question de la violence et de la délinquance de Franck, mais c'est tout. Les seuls échanges tournaient autour des anecdotes qui montraient la transformation de Franck, notamment le jour où, au lieu de s'énerver, il est parti réciter ses sourates dans sa voiture...*

*On aurait dit que ça dépassait leur compréhension, que ça leur était vraiment étranger. Peut-être parce que c'est la nouvelle génération d'éducateurs, et qu'ils n'ont vraiment aucune base religieuse... Ils l'ont pris comme une crise d'adolescence, un passage, une sorte de folklore que le jeune aurait mis dans sa vie pour se faire remarquer. C'était du genre « Tu es jeune, tu as le temps de changer », ou bien « C'est comme avant, dans les cités communistes, tout le monde devenait communiste ». Ce n'est pas faux bien-sûr, mais je sentais que pour eux, c'était une aberration de plus, un « truc de jeune », qui allait passer.*

*Ils ont continué sa prise en charge comme si de rien n'était ».*



Certes, ce type de réaction a l'avantage de ne pas enfermer le jeune dans sa nouvelle image et de ne pas l'exclure du circuit éducatif et social par un surcroît de suspicion. Mais si le religieux est devenu - au moins pour un temps - l'axe structurant de son identité, il ne s'agit pas non plus de l'ignorer, au risque de provoquer une surenchère de la part du jeune. Le refus de prendre en compte sa quête religieuse risque, au lieu de créer les effets recherchés, de conduire le jeune à des formes radicales d'affirmation de lui-même. Il s'agit de garder à l'esprit que les jeunes veulent être considérés tels qu'ils se sont construits, avec les éléments qu'ils se sont appropriés de part et d'autre, dans une logique de cohérence qui paraît parfois étrange à ceux qui ont grandi dans une seule culture, quelle qu'elle soit.

#### RETOUR À L'ISLAM ET APPARTENANCE COLLECTIVE

Jusqu'à ces dernières années, on partait du principe que l'intégration étant un long processus, la troisième génération d'enfants de migrants maghrébins ne poserait plus de problème, son passage par l'école garantissant son assimilation culturelle. On n'imaginait pas que l'inaccessibilité du modèle de citoyen universel, tel que se le représentent aujourd'hui un certain nombre de jeunes - celui qui possède une maison, un jardin, deux voitures et trois téléviseurs - les pousse à suspecter les travailleurs sociaux de vouloir leur redonner un espoir qui ne se concrétisera jamais et à chercher une identité ailleurs. C'est parce qu'ils souffrent du «chacun pour soi» qui règne au sein de la société, qu'après s'être regroupés au pied des escaliers de leurs immeubles, ils recherchent un groupe mieux organisé et plus solidaire. Toutes les associations musulmanes françaises en témoignent: la conversion à l'islam des Français dits «de souche» n'est pas l'aboutissement d'une recherche mystique mais celui d'une réaction contre un système social dans lequel ils ne trouvent pas leur place. Les témoignages des jeunes convertis confirment l'analyse selon laquelle l'identité collective se constitue en France, non par l'appartenance ethnique, mais par l'expérience de l'exclusion et du racisme<sup>19</sup>. L'islam est recherché avant tout pour le mode de civilisation qu'il propose.

.....  
(19) LAPEYRONNIE, 1987.

Devant le phénomène de recherche d'appartenance collective, les travailleurs sociaux sont souvent déstabilisés, puisque la primauté de l'individu sur le groupe apparaît non seulement sur le plan social comme une conséquence historique, mais est également prônée dans l'espace familial par les théories psychologiques occidentales. Ainsi, le système d'intégration qui sous-tend leurs pratiques repose sur l'individu. Leur mission de travailleur social est fondée sur une conception de la socialisation centrée sur la réalisation personnelle. Tout est ramené à des interactions individuelles. L'objectif final est l'autonomie du jeune, à laquelle il accède en acquérant une compétence professionnelle, en gagnant sa vie, en trouvant en lui des ressources pour satisfaire ses besoins, en préservant son intimité, en développant son libre choix... L'aide éducative part de la façon dont il vit les choses, de ses problèmes, de ses manques, de ses désirs et de ses ambitions. Un projet personnel lui est demandé. On est là à l'opposé des valeurs des sociétés de type traditionnel, dans lesquelles il n'y a jamais de véritable coupure du milieu familial, et où la notion d'adulte est d'abord caractérisée par les droits et devoirs vis-à-vis du groupe large. La notion d'autonomie peut même être alors connotée négativement, car perçue comme un danger pour l'individu qui, sans l'appui du groupe, risque de s'effondrer<sup>20</sup>.

.....  
 (20) Cf. COHEN-ÉMERIQUE,  
 1987.

Cette différence de conception va influencer l'intervention des travailleurs sociaux à tous les niveaux : celui de leur communication avec les familles, mais aussi celui de la compréhension et de l'analyse des situations. Ainsi, ils interprètent toute dépendance à un groupe comme une entrave à l'épanouissement et à l'évolution du jeune. Ils traduisent certaines paroles ou attitudes comme dénotant une trop grande dépendance affective, alors qu'il s'agit d'une illustration de l'ensemble des droits et obligations qui lient les membres de la famille les uns aux autres.

Peu de réflexions aident les jeunes à s'épanouir et à s'intégrer individuellement tout en respectant leurs appartenances communautaires. Le Haut Conseil à l'Intégration précise pourtant que « *L'intégration n'est pas à concevoir comme une voie moyenne entre l'assimilation et l'insertion mais*

comme un processus spécifique» et qu'il «n'est pas possible d'opposer intégration et existence de spécificités culturelles. L'enjeu consiste à arriver à une combinaison des deux facteurs»<sup>21</sup>. Néanmoins, l'individu et sa communauté sont systématiquement mis dos à dos, imposant au jeune de faire un choix. Lors de la création d'un groupe - artistique, associatif-, on évoque le risque de «repli communautaire» à la perception de la moindre ressemblance entre les membres qui le composent. Il semble qu'ils n'aient pas d'alternative autre que la rupture avec leur communauté ou l'enfermement. Même les associations se fixant comme objectif la valorisation ou la transmission d'un savoir-faire traditionnel sont accusés d'œuvrer contre l'intégration, alors même que tous les psychologues connaissent le rôle fondateur de la mémoire dans les quêtes d'identité et de dignité. Les situations les plus difficiles sont celles où les liens sont rompus avec le passé et les allégeances premières, avec l'histoire et la mémoire individuelle et collective. Et pourtant, concernant les populations immigrées maghrébines, rien n'est jamais mis en place dans ce sens. La simple évocation du passé fait présumer un refus d'intégration. Jean-Pierre Lafarge, Proviseur du lycée professionnel Lavoisier de Roubaix, en a fait l'expérience.

*«Je suis Président du Centre culturel du monde arabe de Roubaix, né le 17 juin 1997. Les membres du Conseil d'habitants de notre quartier de l'Hommelet ont décidé la création d'un lieu de ressources et d'échanges interculturels sur la culture arabe. Dès le début des activités, cela a été un succès. Plus de 200 enfants, parents, grands-parents, étudiants, animateurs, sont immédiatement venus apprendre pendant le week-end la cuisine, la couture, la calligraphie, la langue arabe, l'histoire de la civilisation arabe... Mais, malgré le fait que je sois de l'Éducation nationale et que les activités proposées aux enfants aient lieu dans le lycée pendant le week-end, nous étions suspectés d'œuvrer contre la laïcité, pour le communautarisme et même pour l'intégrisme ! Un audit a donc été demandé par le maire, et confié au sociologue Philippe Bataille. En fait, celui-ci a soulevé que le cœur du débat était de savoir si «la population roubaissienne d'origine arabe pouvait parvenir à apparaître dans*

••••

(21) Rapport du Haut Conseil à l'Intégration, avril 1995.

*l'espace civil et politique sans être aussitôt taxée d'intentions ethnique et communautaire (...). Et la réponse qu'il a donnée est que nos activités « ne sont pas le signe d'une résistance à l'invitation à l'intégration (...), mais que l'esprit qui anime le projet associatif est d'accompagner par un travail parallèle et complémentaire, plutôt que concurrent, l'installation définitive sur le territoire national d'identités qui ne lui sont pas traditionnelles ».*

*Le pire de tout, c'est que la mairie avait l'intention d'installer une antenne de l'Institut de Monde Arabe à Roubaix. Alors, comme le dit l'audit, « Comment ne pas voir qu'il y a deux poids deux mesures selon l'origine des projets, alors qu'ils relèvent d'une même intention (...)? La question « d'une dérive communautaire » est évoquée parce que ce projet part de la population elle-même... ».*

Ce témoignage n'est pas isolé. Partout, en France, des associations se battent contre ce type de suspicions, quelle que soit la couleur des pouvoirs politiques. Celles qui comprennent dans leur dénomination une référence à l'islam se plaignent d'être boycottées par les instances étatiques, telle cette association à caractère laïc, que sa fondatrice Nacéra Benmarnia nous présente :

39

*On a voulu créer une Union des familles musulmanes et l'affilier à l'UDAF, tout simplement parce que c'est une réalité à Marseille : il existe des familles musulmanes. L'UDAF comprenait l'Union des familles catholiques, l'Union des familles protestantes, l'Union des familles laïques, l'Union des familles rurales, eh bien, il manquait l'Union des familles musulmanes ! C'est important car l'UDAF est consulté par les ministères pour les décisions de politique familiale. Notre action est laïque, nous allons de la médiation institutionnelle à l'entraide familiale en passant par des opérations humanitaires et des ateliers d'alphabétisation. Eh bien, lorsqu'on a demandé notre affiliation à l'udaf, cela n'a pas été facile. Nous avons tout entendu ! On nous a suspectés du fameux repli communautaire, malgré notre bilan qui faisait état des dix-huit nationalités de nos adhérents bénéficiaires ! Ensuite, on nous a carrément suspectés de rejeter la République... Ils voulaient vérifier qu'on n'était pas la « vitrine des intégristes », ils ne savaient pas « qui il y avait derrière... ». On nous a proposé de devenir « Union des familles maghrébines... ».*

*Mais justement, on ne voulait pas d'étiquette ethnique ! L'islam est le point commun d'une multitude de familles migrantes de Marseille. Cela comprend des comoriens, des malgaches, des congolais, des égyptiens, des libanais, des sénégalais, des turcs, des zaïrois, des ivoiriens, des camerounais... en plus des maghrébins ! Et puis la France a l'air de découvrir qu'elle a des familles musulmanes ! Ça fait deux siècles qu'elle nous fréquente, elle devrait être habituée ! Les familles musulmanes sont une réalité de la France que nous voulons faire admettre. À force de transparence, nous sommes finalement affiliés à l'udaf. Mais rien n'est réglé. Des « Points d'appui » ont été mis en place sur les Bouches-du-Rhône, sortes de services identifiés par l'État pour accompagner les étrangers dans leurs droits. Eh bien malgré le fait que le FAS nous cite dans tous ces bilans positifs et nous envoie des chercheurs, bien que nous ayons effectué 934 actions sur 566 familles sur l'année 2000, la dass a mis son veto à notre demande d'agrément pour devenir Point d'Appui, à cause de notre dénomination musulmane. Pourtant, la dénomination catholique ne les a pas gênés pour agréer le Secours catholique comme « Boîtes aux lettres » des Rmistes...*

L'inquiétude créée par les « ghettos » de Grande-Bretagne conduit à percevoir la notion de communauté exclusivement sous l'angle d'une exception communautaire. C'est, sur le plan religieux, ne pas prendre en compte le fait que la pratique de l'islam place automatiquement le croyant dans une dimension collective. Le sentiment communautaire est interprété comme une volonté d'être traité différemment, alors qu'il s'agit la plupart du temps seulement de l'expression d'une dimension fondamentale de l'islam, qui ne met pas en danger le cadre légal français.

Cette conception de l'individu, reflet des repères personnels et professionnels des travailleurs sociaux, amène parfois ces derniers à créer dans les familles un facteur supplémentaire d'insécurité. Leur intervention centrée sur l'autonomie du jeune provoque alors, de façon paradoxale, l'inverse du but recherché. En effet, la famille peut vivre leur approche comme une imposition culturelle, survivance du colonialisme, signifiant que l'objectif de socialisation de leur enfant ne s'obtiendra que par l'acquisition de

valeurs individuelles occidentales. Par ailleurs, elle peut interpréter leur position comme une ingérence destinée à « diviser pour mieux régner » puisque celle-ci remet en question le fonctionnement « clanique ». La famille va alors se souder. Le repli sur soi devient le symptôme d'une crainte ressentie et renforce sa capacité de résistance. Toute prise de distance de l'un des membres est alors vécue – encore plus intensivement qu'auparavant – comme une trahison par rapport au groupe, alors que l'objectif était au contraire de permettre au jeune de trouver son équilibre au sein de son histoire de vie.

#### CONCLUSION

Proposer aux jeunes des éléments de compréhension leur permettant de trouver le sens de leur vie et de se projeter dans l'avenir est bien l'objectif des travailleurs sociaux. Seule l'inscription dans leur histoire peut les y aider, comme pour tout un chacun. La question centrale ne se situe donc pas au niveau d'une problématique de culture, de religion ou de droit à la différence ou à l'indifférence, mais dans l'acceptation de découvrir, de parler, d'analyser les particularismes dus à l'histoire de la colonisation, à la transplantation de la famille, à l'exclusion, à la religion, à la laïcité, à la discrimination...

41

Comment le jeune pourrait-il dépasser ces déterminations sans les reconnaître, les connaître et les analyser ? L'histoire individuelle du jeune s'inscrit dans l'histoire collective du pays d'accueil et du pays d'origine. C'est entre son histoire et celle des autres qu'il peut s'inscrire dans la société. Aider les jeunes à prendre conscience de tout ce qui les constitue (la situation d'exilés de leurs parents sur les terres de l'ancien colonisateur, la relation complexe qu'entretient leur pays d'accueil avec leur pays d'origine, l'exclusion et la discrimination économiques dont ils ont fait l'objet, l'appartenance à une religion nouvellement installée sur le territoire français et leur métissage culturel), puis à le comprendre, demande aux interlocuteurs sociaux d'effectuer le même cheminement, en acceptant donc de remettre en cause leurs propres représentations, d'interroger leurs propres

concepts familiaux et sociaux, mais aussi professionnels et institutionnels, qui définissent et orientent leurs rapports avec le monde. Assumer sa propre histoire est un préalable pour pouvoir aider les jeunes à se réapproprier la leur.

Cette démarche permettrait de retrouver le sens profond des principes universels : la laïcité a été établie afin d'unir les hommes au-delà de leurs différences. Le Conseil d'État précise à quel point la laïcité tend à défendre la pluralité et non à l'éradiquer : « *Les valeurs laïques sont destinées à apprendre aux élèves le respect des convictions d'autrui, à substituer la communication aux caricatures réciproques ; ces valeurs s'appellent connaissance, esprit critique, réflexion personnelle* »<sup>22</sup>. Attribuer de façon automatique le caractère « universel » aux valeurs qui fondent les interventions sociales ne permet pas d'engager une réflexion profonde sur « ce qu'il y a de commun » avec cette nouvelle génération née en pleine mutation sociale et culturelle. Au contraire, cette attitude entretient la même relation de supériorité qui a amené les familles migrantes à taire leur histoire dans l'espoir d'être acceptées, à transformer de simples différences en contradictions, ce qui place le jeune face à des choix restrictifs dans un contexte de rapports de force.

Il ne s'agit donc pas d'élaborer une quelconque approche culturelle mais d'aider les professionnels à prendre conscience de leurs représentations, ouvrant ainsi la possibilité de dégager des valeurs communes effectivement universelles laissant à l'autre un espace pour se définir. La preuve en est que certains travailleurs sociaux ou certains psychologues - pourtant sans formation culturelle - travaillent de façon satisfaisante avec ces jeunes que d'autres n'arrivent pas à approcher. Ce sont généralement des professionnels ayant conscience de leur propre subjectivité à la suite d'un travail personnel sur leur histoire et leur conception du monde.

Le recrutement actuel des éducateurs, qui devient de plus en plus « ethnique » n'amènera pas d'évolution positive si leur formation fait l'impasse d'un travail de réflexion sur leurs propres grilles d'interprétation, sur leur propre histoire, et leur conception de l'universel. Cela risque d'introduire un

....

(22) Circulaire du 12 décembre 1989, décret du 18 février 1991 sur les droits et devoirs des élèves.

facteur de discrimination supplémentaire dans le parcours des jeunes sans par ailleurs garantir une meilleure prise en compte de la pluralité de leur identité. Le métier de l'éducateur repose sur la notion de communication. Or, dans communication, il y a « commun », c'est-à-dire - ni « tout à fait le même », ni « tout à fait différent ». L'étranger et le familier se combinent sans cesse, et c'est cette combinaison, ce « commun », qu'il faut retravailler dans les formations professionnelles. Au-delà du simple fait d'admettre que certains peuvent penser différemment, il faut reconnaître leur inscription dans d'autres appartenances et comprendre comment ils intègrent celles-ci au monde occidental actuel. La prise en compte de la relation des jeunes avec l'islam - sans la stigmatiser ou l'ignorer - est à la base de cette démarche.

■ **Dounia BOUZAR**

*Éducatrice à la PJJ*

43

BIBLIOGRAPHIE

- BOUZAR (D.), 2001, *L'Islam des banlieues, les prédicateurs musulmans, nouveaux travailleurs sociaux*, Paris, Syros-La Découverte.
- CAMILLERI (C.), 1988, « Le traitement de la disparité culturelle maghrébin », *Migrations-santé*, n° 56.
- Circulaire d'orientation de la Protection judiciaire de la jeunesse, 1999, n° 3260, 24 février.
- COHEN-EMERIQUE (M.), mars 1987, « Réflexions sur la formation des praticiens dans le champ interculturel », *Les Amis de Sèvres*, n° 1.
- GRESH (A.), RAMADAN (T.), 2001, *L'Islam en question*, Sindbad, 231 p.
- Haut Conseil à l'intégration, avril 1995, Rapport : « *Liens culturels et intégration* ».
- KHOSROKHAVAR (F.), 1997, *L'Islam des jeunes*, Ed. Flammarion.
- LAPEYRONNIE (D.), 1987, « Assimilation, mobilisation et action collective chez les jeunes de la seconde génération de l'immigration maghrébine », *Revue Française de Sociologie*.
- MALEWSKA-PEYRE (H.), 1984, « Crise d'identité et problème de déviance chez les jeunes immigrés », *Les temps modernes*, n° 452, 453, 454.
- NEIRYNCK (J.), RAMADAN (T.), 1999, *Peut-on vivre avec l'Islam en France et en Europe*, Favre, 240 p.
- RAMADAN (T.), 1998, *Aux sources du renouveau musulman : d'al-Afghanî à Hassan al-Bannâ, un siècle de réformisme islamique*, Bayard, 478 p.



## BIBLIOGRAPHIE

Rapport du Haut Conseil à l'Intégration, avril 1995, *Liens culturels et intégration*.

ROBERT (P.), 1970, *La criminalité des migrants en France*, ministère de la Justice, Direction des affaires juridictionnelles et des grâces.

WIEVIORKA(M.), 1997, *Une société fragmentée ? Le multiculturalisme en débat*, Ed. La Découverte.

*Références des cassettes étudiées : (cassettes de 90 min. réalisées entre 1997 et 2000)*

1- IQUIOUSSEN (H.), *L'islam, la croyance et le comportement*, Maison de diffusion Médiacom.

2- IQUIOUSSEN (H.), *L'unité des musulmans*, Maison de diffusion Médiacom.

3- IQUIOUSSEN (H.), *La réussite, un devoir*, Maison de diffusion Médiacom.

4- IQUIOUSSEN (H.), *Remèdes spirituels aux maux sociaux*, Maison de diffusion Médiacom.

5- IQUIOUSSEN (H.), *Respect et tolérance en Islam*, Maison de diffusion Médiacom.

1- RAMADAN (T.), *L'islam la foi et la politique*, Ed Tahwid.

2- RAMADAN (T.), *Les musulmans, L'islam et le travail social*, Ed Tahwid.

3- RAMADAN (T.), *Modernité et modernisme*, Ed Tahwid.

4- RAMADAN (T.), *Courants de la pensée musulmane contemporaine*, Ed Tahwid.

5- RAMADAN (T.), *La laïcité et la présence musulmane*, Ed Tahwid.

6- RAMADAN (T.), *La femme musulmane*, Ed Tahwid.